

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi
Semaine du 24 juin 2024

Régional

Classement des ports de l'AEOI dans le *Container Port Performance Index (CPPI) 2023*

Développé par la Banque mondiale et *S&P Global Market Intelligence*, le *Container Port Performance Index (CPPI) 2023* est un indice mondial qui mesure et compare les performances des ports à conteneurs du monde entier. Il classe 405 ports mondiaux de conteneurs en 2023 contre 348 en 2022, suite aux multiples perturbations entraînées par la pandémie COVID-19, l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les attaques contre la navigation dans le golfe d'Aden et les restrictions de tirant d'eau sur le canal de Panama. Le port de Djibouti a été rétrogradé à la 379^{ème} place en 2023, contre la 29^{ème} place en 2022, et a perdu son statut de port le plus performant d'Afrique subsaharienne. Djibouti a réfuté les conclusions du rapport, affirmant qu'il ne reflétait aucune réalité sur le terrain. Le classement des autres ports en 2022 vs 2023 est le suivant : Port de Mombasa (Kenya) (326^{ème}, 328^{ème}), Port de Dar es Salaam (Tanzanie) (312^{ème}, 367^{ème}), Port de Toamasina (Madagascar) (227^{ème}, 300^{ème}), Port de Mogadiscio (Somalie) (221^{ème}, 166^{ème}), Port Victoria (Seychelles) (249^{ème}, 304^{ème}), Port Louis (Maurice) (327^{ème}, 369^{ème}) et Port Soudan 388^{ème}. L'amélioration du classement du port de Mombasa peut s'expliquer par sa moindre congestion par rapport au port de Djibouti, et par ses meilleures capacités de manutention comparées à celles du port de Dar es Salaam.

Burundi

L'insécurité alimentaire menace les burundais

La conjonction de fortes difficultés économiques et de crises climatiques répétées, particulièrement les pluies torrentielles entraînant inondations et glissements de terrain, mettent en péril la sécurité alimentaire d'une population vivant à 80 % de l'agriculture. Plus de 23 000 ménages ont été affectés par les crises climatiques récentes et 40 000 hectares de champs ont été endommagés, soit 10 % des superficies sous culture vivrière du pays durant la première saison culturale de 2024. Les prix alimentaires ont été doublés dans un contexte de pénurie de devises, de hausse du coût du carburant et de stress hydrique. Certaines récoltes, dont les bananes et les pommes de terres ont été affectées par des maladies du fait du

manque de produits phytosanitaires. Le taux d'inflation alimentaire annuel s'élevait à 31,4 % en janvier dernière, 10 points de plus que l'inflation annuelle moyenne.

Comores

Décaissement de 4,7 MUSD au titre de la Facilité élargie de crédit (ECF) du FMI

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé la deuxième revue du programme de Facilité élargie de crédit (ECF) conclu avec les Comores. L'approbation de cette deuxième revue permet le décaissement immédiat de 4,7 MUSD. Le programme ECF a été approuvé le 1^{er} juin 2023 pour une durée de 4 ans et un montant de 43 MUSD. Les principales priorités du programme sont : (i) la mobilisation de recettes grâce à des réformes des administrations fiscale et douanière ; (ii) le renforcement du secteur financier ; (iii) et le renforcement de la gouvernance grâce à des réformes de la gestion des finances publiques et de la lutte contre la corruption. La croissance du PIB réel devrait rester sur une trajectoire ascendante tout au long de la période couverte par le programme, tandis que l'inflation devrait continuer à baisser en 2024 et au-delà.

Djibouti

Projet de raffinerie intégré à la future zone industrielle de Damerjog

La cérémonie de pose de la première pierre d'une raffinerie de pétrole dans la zone industrielle de Damerjog s'est tenue le 24 juin 2024. D'une capacité de production de 300 000 barils par jour, le projet bénéficierait d'un financement selon les articles de presse disponibles à hauteur de 12,7 Mds USD (soit 316 % du PIB djiboutien) – montant non repris dans la communication officielle de l'Autorité portuaire – fourni par l'entreprise saoudienne *Ajyal Refinery and Energy*. La raffinerie sera intégrée à la nouvelle zone industrielle développée à Damerjog, à 30 km au sud-est de la capitale Djibouti, comprenant un dépôt pétrolier en construction (capacité de 150 000 m³) ainsi qu'une zone franche mis en place sur financement étatique, assorti d'un prêt non concessionnel de l'*Afreximbank* et de la banque BCI-MR (filiale de la BRED à Djibouti) à hauteur de 155 MUSD. Ce dépôt pétrolier se destinerait à l'accueil du pétrole en transbordement mais également du pétrole sud-soudanais (à acheminer par oléoduc via l'Éthiopie à terme) pour l'exportation. Avec le projet de Damerjog, Djibouti espère diversifier ses activités portuaires et ainsi exister au-delà de son rôle de plateforme pour le transit éthiopien, qui génère encore la majorité des revenus du port.

Erythrée

Visite d'une délégation économique italienne de haut niveau

Une délégation italienne menée par le ministre des Entreprises et du *Made in Italy*, Adolfo Urso s'est rendue en Erythrée pour une visite officielle. D'après le ministre italien, cette visite concrétise la coopération en matière d'investissements discutée lors du sommet Italie-Afrique qui a eu lieu à la fin du mois de janvier 2024. La délégation a visité plusieurs sites de production dont certains construits lors de l'époque coloniale, notamment la station ferroviaire d'Asmara qui est l'origine du chemin de fer liant la capitale à la ville de Massawa, ainsi qu'une usine de fabrication de verre abandonnée depuis des décennies. Le président érythréen Isaias Afewerki a exprimé son souhait de forger des partenariats avec l'Italie dans quatre secteurs prioritaires que sont les énergies renouvelables, l'eau, les infrastructures et la

production. Lors du sommet Italie-Afrique, le président avait présenté à la Première ministre italienne les différentes opportunités d'investissement dans le pays, notamment les routes, les chemins de fer, les ports, les câbles de transport, l'agriculture, l'innovation, les ressources halieutiques et l'énergie.

Ethiopie

Un audit révèle d'importantes irrégularités financières au sein des agences fédérales

L'auditrice générale a présenté au Parlement son rapport portant sur la gestion du budget 22/23 des agences fédérales mettant en lumière d'importants dysfonctionnements et manquements dans la gestion. Les conclusions du rapport mettent en avant de nombreuses zones d'ombre, avec 19 Mds ETB (310 MEUR) de budget non dépensé, 14 Mds ETB (230 MEUR) de créances impayées et 19,4 Mds ETB (320 MEUR) de recettes fiscales non perçues. L'audit a révélé que les agences fédérales ont manqué à leur obligation de retourner 90 % des fonds manquants identifiés par le précédent audit, soit 394 METB (6,4 MEUR). L'audit a également permis de découvrir des violations du Service pour l'Immigration et la Citoyenneté, qui a collecté des frais non-autorisés et sous-traité ses missions à une entreprise privée. La rapportrice a conclu sur la nécessité d'engager des réformes pour accroître la transparence financière. Cet audit est rendu public alors que le budget fédéral pour 24/25 (971,2 Mds ETB - 16,8 Mds USD) a été approuvé par le Conseil des ministres début juin et doit être ratifié par le Parlement.

L'Ethiopie vise une croissance de 8,5 % pour l'année 2024/25

Après une croissance estimée à 7,9 % pour l'année 2023/24, le ministre du Plan et du Développement espère atteindre une croissance de 8,5 % pour l'année fiscale 2024/25 qui débutera le 8 juillet. L'agriculture, l'industrie et le secteur minier sont identifiés comme les principaux facteurs de croissance du pays. Pour l'année 2024/25, l'Ethiopie espère une contribution renforcée du tourisme et du secteur numérique à la croissance. Cette prévision s'inscrit dans le cadre de réformes économiques structurelles que le gouvernement souhaite mettre en œuvre avec l'appui du FMI. Parmi les réformes les plus attendues: la levée des barrières à l'investissement, la réforme du taux de change et la réforme fiscale. De son côté, le FMI prévoit une croissance de 6,2 % pour l'année 2024, en-deçà des estimations des autorités éthiopiennes.

TotalEnergies inaugure la première station de recharge rapide pour véhicules électriques en Ethiopie

TotalEnergies a inauguré la première station de recharge rapide pour véhicules électriques (VE) en Ethiopie. La station qui a coûté 80 METB (1,3 MEUR) est compatible avec tous les types de VE et capable d'accueillir trois véhicules simultanément. Afin de mieux s'aligner avec les priorités du gouvernement, TotalEnergies va continuer à intégrer des bornes de recharge pour VE dans ses stations, bien qu'une grande majorité des clients soient des utilisateurs de voitures à carburant, ralentissant la transition. TotalEnergies a fait la demande auprès du gouvernement de modifier les exigences en matière de droits de douanes pour importer les équipements de recharge de VE. La nouvelle politique du gouvernement interdisant l'entrée de véhicules thermiques sur le marché éthiopien continue à avoir un effet positif sur le nombre de VE dans le pays. Dans ce cadre, le

gouvernement prépare une nouvelle directive permettant d'intégrer des bornes de recharges pour VE dans les stations-services existantes.

Kenya

La loi de finances 2024 finalement rejetée par le Président Ruto suite aux manifestations, dans un Kenya endeuillé

Dans son discours présidentiel du 26 juin 2024, le Président kenyan William Ruto a déclaré qu'il ne signerait pas la loi de finances 2024. Dans un document adressé au Président de l'Assemblée nationale, le Président Ruto renvoie la loi à l'Assemblée nationale en recommandant que toutes ses clauses soient supprimées. Cette concession intervient après les manifestations qui ont conduit à la prise du Parlement, et durant lesquelles des manifestants ont été tués et blessés dans plusieurs villes du pays, le mardi 25 juin 2024. Le Parlement avait déjà retiré de la loi de finances certaines augmentations d'impôts, notamment à une taxe sur la valeur ajoutée de 16% sur le pain, ainsi qu'à des taxes sur les véhicules à moteur, l'huile végétale et les transferts d'argent par téléphone portable. Cela n'a pas empêché les manifestants d'organiser la 'One Million People March' le jeudi 27 juin 2024, qui dénonce plus largement la corruption et les sommes versées pour le service de la dette. Le FMI et la Banque mondiale ont également été désignés comme coupables et comme cible, conduisant à l'évacuation de leur personnel.

Les projets de développement financés par l'État kenyan souffrent de la difficulté du pays à collecter ses recettes fiscales

Sur l'année fiscale 2023 – 2024, qui s'étend de juillet 2023 à juin 2024, le gouvernement kenyan n'a décaissé que 261 Mds KES pour les projets de développement soutenus par l'État central, soit un montant nettement inférieur aux 481 Mds KES engagés par la loi de finance 2023/24. Parmi les principaux secteurs visés par ces retards de financements de l'État se trouvent la construction routière (53 sur 88 Mds KES), les services médicaux (15 au lieu de 40,8 Mds KES), l'énergie (8,1 au lieu de 25,5 Mds KES) et le logement (5,3 au lieu de 28,3 Mds KES). Ces retards de financement de la part de l'État s'expliquent en grande partie par sa difficulté à collecter les recettes fiscales. Fin mai, l'administration fiscale, la *Kenya Revenue Authority* expliquait devoir encore collecter 567 Mds KES sur les 2 490 Mds KES de recettes prévues par la loi de finance. Cette difficulté à lever les impôts entrave directement la capacité d'investissement du gouvernement, alors même que celle-ci est cruciale pour répondre aux chocs économiques externes et aux événements climatiques extrêmes causés par le changement climatique.

Augmentation des exportations des produits horticoles kényans en 2024

Les recettes des exportations kényanes de fruits frais, légumes, noix et fleurs coupées en 2024 ont augmenté de 15,2% entre janvier et avril. La Banque centrale du Kenya a indiqué que les recettes de l'horticulture ont atteint 363 MUSD au cours des quatre premiers mois, contre 315 MUSD en 2023. Les légumes ont été la culture horticole la plus performante, avec une augmentation de 38% des recettes, soutenue par une hausse de 73% des volumes d'exportation. Les fruits et les noix ont connu une augmentation de 22% des recettes, les volumes d'exportation passant de 73 000 t en 2023 à 83 000 t en 2023. Malgré une baisse de 2% des volumes d'exportation, les recettes des fleurs coupées ont augmenté de 5%, ce qui indique une hausse des prix du marché. Les Pays-Bas restent le principal marché pour les exportations horticoles du Kenya, en particulier les fleurs coupées, suivis par le Royaume-Uni, la France, les Émirats arabes unis et l'Allemagne. Les marchés émergents pour les produits frais du Kenya, en particulier les avocats, comprennent la Chine, l'Inde et le Kazakhstan. Le Kenya est également à la recherche de

nouveaux marchés pour ses produits, en particulier en Afrique : il est l'un des cinq pays qui met en œuvre l'initiative *Horticultural Accelerator* du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), aux côtés de l'Éthiopie, du Rwanda, de la Tanzanie et de l'Ouganda.

Madagascar

Visite du projet de transport par câble par le président malgache

Le Président malgache Andry Rajoelina a visité le 21 juin le projet de transport par câble (TPC) d'Antananarivo. Le projet vise notamment à réduire l'engorgement du réseau routier de la capitale et ainsi retirer de la circulation environ 2 000 véhicules par jour. La visite a plus particulièrement porté sur le 1^{er} tronçon de la ligne « Orange » entre Anosy et Soarano, en présence de l'Ambassadeur de France à Madagascar, du Premier ministre, de membres du gouvernement, et de parlementaires. Le projet comprend deux lignes, dénommées « ligne Orange » (Anosy-Ambatobe) et « ligne verte » (Anosy-Ankatso). La mise en service du projet est prévue au premier trimestre 2025. La désignation d'une société d'exploitation serait imminente. Le projet, dont le coût de construction s'élève à 152 MEUR, a été financé en partie financé par un prêt direct du Trésor français et un crédit commercial de la Société Générale.

Approbation des programmes de Facilité élargie de crédit (ECF) et de facilité pour la résilience et la durabilité (RSF) pour un montant cumulé de 658 MUSD

Le Conseil d'administration du FMI a annoncé, dans un communiqué publié le vendredi 21 juin 2024, l'approbation de deux prêts d'un montant cumulé de 658 MUSD en faveur de Madagascar. Le premier prêt porte sur une Facilité élargie de crédit (ECF) d'un montant de 337 MUSD. D'une durée de 36 mois, il permettra de renforcer la soutenabilité budgétaire, d'améliorer la gouvernance, de consolider la stabilité monétaire et financière et de faire progresser les réformes pour soutenir l'industrialisation et le développement du capital humain. Les autorités se sont notamment engagées à stabiliser la dette publique en dessous de 60 % du PIB et à ramener le déficit primaire à environ 3 % du PIB pendant la durée du programme. Le deuxième prêt porte sur la Facilité pour la résilience et de durabilité (RSF) d'un montant de 321 MUSD. Il vise notamment à réduire les vulnérabilités climatiques du pays grâce au renforcement de l'adaptation au changement climatique et aux catastrophes naturelles, à l'amélioration de la protection des écosystèmes et à la création de conditions permettant les investissements verts du secteur privé. L'approbation de ces programmes permet le décaissement immédiat d'une première tranche de prêt de 48 MUSD au titre de l'ECF.

Maurice

Baisse de la dette publique en pourcentage de PIB

Selon la Banque centrale de Maurice, la dette publique totale de Maurice s'élevait à 78,3 % du PIB en mars 2024 (524,7 Mds MUR soit environ 10,4 Mds EUR), contre 81,8 % du PIB en mars 2023 (483,8 Mds MUR, soit 9,6 Mds EUR), soit une baisse de 3,5 points de pourcentage en glissement annuel. La dette publique de Maurice est composée de la dette publique domestique, à hauteur de 61 % du PIB en mars 2024, contre 62 % du PIB un plus tôt, et de la dette publique externe, à hauteur de 17,3 % du PIB en mars 2024, contre 19,8 % du PIB en mars 2023.

Ouganda

Les Emirats Arabes Unis (EAU) ont pour ambition de construire un troisième aéroport dans le Nord-Est de l'Ouganda

En présence du Président Museveni, le ministre des Transports et des Travaux, le Général Katumba Wamala a signé, le 22 juin dernier, avec Abdallah Sultan Al Owais, Président de la Chambre de commerce et d'Industrie de Sharjah un accord de coopération pour la construction d'un nouvel aéroport. Situé dans la région de Kidepo, la plus excentrée mais aussi la plus pauvre du pays, les travaux de ce nouveau terminal devraient débuter en août pour un montant encore non communiqué. Il vise à désenclaver la région connue pour sa grande biodiversité et à favoriser le tourisme. Actuellement, il existe en Ouganda un seul aéroport certifié pour accueillir des vols internationaux, celui d'Entebbe qui devrait être rejoint dans les prochains mois par celui d'Hoima encore en cours de développement. Les EAU s'affirment comme un partenaire économique de tout premier rang de l'Ouganda : entre 2020 et 2022, les exportations de l'Ouganda vers les EAU ont augmenté de près de 50 % à 1 Md USD. En parallèle, ses importations ont cru de 64 % à 810 MUSD. Le stock des IDE des EAU en Ouganda est passé de 300 MUSD en 2018 à 3 Mds USD en 2023.

Rwanda

L'inclusion financière formelle au Rwanda a augmenté de 39 % entre 2020 et 2024

Entre 2020 et 2024, 7,5 millions de rwandais supplémentaires ont eu accès à des produits et services financiers formels, dont bénéficie dorénavant 92 % de la population. Les services de *mobile money* sont utilisés par 91 % des rwandais, soit 6,9 millions, et enregistrent une progression de 58 % par rapport à 2020, expliquant le fort progrès des services financiers formels. Parmi les personnes financièrement incluses, seules 22 % possèdent un compte bancaire, majoritairement en milieu urbain (39 % des urbains contre 14 % des ruraux), tandis que les utilisateurs de services financiers non bancaires sont surreprésentés en milieu rural (76 % des ruraux contre 56 % des urbains). A noter que la récente progression de personnes n'ayant pas contracté de crédits formels au cours des 12 derniers mois (+24 points de pourcentage en 2024) s'explique plus par un faible besoin de compte bancaire personnel de la population que par les forts taux d'intérêts.

La BAD alerte sur la viabilité d'un projet d'approvisionnement en eau

Le projet en question doit fournir de l'eau propre à au moins 5,4 millions de rwandais, soit plus du double de la population y ayant accès lors du lancement du projet en 2018. Jusqu'ici, la BAD n'a versé que 15,5 % des fonds à l'agence opératrice, la *Water and Sanitation Corporation of Rwanda*. L'institution financière, qui s'est engagée hauteur de 122,9 MUSD sur le projet au coût total de 145,8 MUSD a catégorisé ce projet comme « projet potentiellement problématique » à cause de délais dans la réalisation des études de faisabilité et de conception du projet. Les délais allongés de préparation et d'évaluation des appels d'offres pour la réalisation du projet sont également en cause. Cette mise en garde la BAD fait écho au retrait de cette même institution d'un projet de 65 MUSD d'usine de traitement des déchets à Nairobi à cause de problèmes similaires de délais dans la fourniture des services nécessaires à la réalisation du projet.

Seychelles

Le taux d'inflation moyen négatif à fin mai 2024 en glissement annuel

Le taux d'inflation moyen aux Seychelles est négatif (-1,5 %) à fin mai 2024 en glissement annuel selon un rapport du Bureau national des statistiques seychellois le 7 juin 2024. Il s'explique principalement par une baisse des prix des produits alimentaires (hors poissons) (-2,4 % fin mai 2024 en g.a). Une hausse des prix du poisson est toutefois observée (+1,9 % en g.a). Entre avril et mai 2024, le taux d'inflation est également négatif (-0,5 %). Les plus fortes baisses de prix concernent le poisson (-5,1 %) et les fruits (3,8 %) durant le mois de mai. Les prix de la viande sont cependant en légère hausse (+0,8 %) tout comme les légumes (+0,6 %).

Somalie

Le gouvernement Somalien demande de ralentir le calendrier de retrait des troupes de la mission ATMIS

Face à des collaborations entre les groupes terroristes Al-Shabaab et Houtis, le gouvernement somalien a demandé une révision du calendrier du retrait des troupes déployées dans le cadre de la mission de transition de l'Union Africaine en Somalie (ATMIS). Le Président Hassan Sheikh Mohammed demande à ce que la moitié des 4000 troupes censées se retirer fin juin, demeurent sur le territoire jusqu'en septembre. Ce revirement dans les déclarations du gouvernement, auparavant favorable au retrait, illustre sa difficulté à assurer sa propre défense. ATMIS devrait se retirer totalement le 31 décembre prochain tandis qu'une nouvelle mission de défense, plus restreinte, devrait prendre le relais.

Soudan

Production record de blé en 2024 grâce au soutien de la BAD

Selon une annonce de la Banque africaine de Développement (BAD), la production de blé pour la saison 2023/2024 s'est élevée à 645 000 t, soit une augmentation de 70 % par rapport à la saison précédente. De ce volume, 400 000 t ont été produites dans le périmètre de la Gézira, dans la partie sous le contrôle du gouvernement. Cette production qui représente 22 % de la consommation annuelle du pays, a été réalisée grâce à un projet du développement de la production du blé, financé à hauteur de 75 MUSD par la BAD et mis en place par le PAM dans les 5 états du Nord, du Nil, de Kassala, de la Gézira et du Nil Blanc. Le projet consiste à la fourniture de semences améliorées, d'engrais et d'assistance technique aux petits agriculteurs dans ces états relativement stables. Le programme a également fourni 12 moissonneuses aux associations des agriculteurs dans les deux états du Nord et du Nil. Les agriculteurs ont signalé une augmentation de 44 % en moyenne de la production par hectare comparée à la saison précédente. Parmi les 170 000 agriculteurs ayant bénéficié du projet, 16 000 étaient des déplacés.

Soudan du Sud

Ratification d'un accord de coopération économique avec la Chine

L'Assemblée nationale a ratifié l'accord de coopération économique et technique entre le Soudan du Sud et la Chine, remis à l'assemblée par le ministre de la Justice, Ruben Madol, le 24 avril. Cet accord couvre les domaines du commerce, de l'industrie, de l'agriculture et de la technologie et prévoit des conditions préférentielles réciproques notamment sur les tarifs douaniers. La Chine est le

premier client du Soudan du Sud: 46% des exportations de ce dernier, principalement du pétrole, lui sont destinées.

Limogeage de trois responsables de haut niveau

Le 25 juin, le Président Kiir a annoncé un nouveau remaniement, révoquant de leurs fonctions le gouverneur de l'État de Bahr el Ghazal du Nord, Tong Akeen Ngor ainsi que le ministre du Commerce et de l'Industrie, Willima Anyuon. Il a nommé à leurs places Uber Ajonga Mawut à l'Etat de Bahr el Ghazal et Moum Majak au ministère du Commerce. En outre, le Président a limogé le commandant de la quatrième division d'infanterie des SSPDF, le Général William Manyang Mayak, le remplaçant par l'ancien Commandant de la milice, le Général Matthew Puljang. Cette dernière décision a été annoncée à la suite de récents affrontements dans le nord de l'État d'Unité.

Tanzanie

La Tanzanie lance officiellement le tronçon du SGR entre Dar es Salam et Morogoro

Le *Standard Gauge Railway* (SGR) a effectué son voyage inaugural le vendredi 14 juin, transportant 1 400 passagers entre Dar es Salam et Morogoro. Construit par la société turque Yapi Merkezi, le SGR permet de relier les deux villes de ce premier tronçon en moins de deux heures. Le tronçon entre Dar es Salam et la capitale du pays, Dodoma, sera officiellement inauguré en juillet. Les prix fixés par l'autorité de régulation des transports terrestres de Tanzanie (LATRA) se veulent compétitifs par rapport au bus et s'élèvent à 13 000 TZS (moins de 5 USD) en classe standard entre Dar es Salam et Morogoro et s'élèveront à 31 000 TZS (moins de 12 USD) pour les passagers à destination de Dodoma. L'itinéraire complet du SGR s'étendra de Dar es Salam à Mwanza, une ville portuaire sur les rives du lac Victoria, et à Kigoma, une ville sur les rives nord-est du lac Tanganyika, près de la frontière avec le Burundi et la République Démocratique du Congo.

Le FMI publie sa troisième revue dans le cadre de l'accord de Facilité élargie de crédit (ECF) et approuve un accord au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (RSF)

Le Conseil d'administration du FMI a validé la troisième revue programme ECF, permettant un décaissement immédiat d'environ 149,4 MUSD. Une prolongation de six mois de l'ECF jusqu'en mai 2026 et un nouvel accès financier pour donner suffisamment de temps aux autorités pour mettre en œuvre leur programme de réforme et réaliser les objectifs clés du programme ont été approuvés. Le Conseil d'administration a également approuvé un accord de 23 mois d'environ 786,2 MUSD au titre de la facilité pour la résilience et la durabilité (RSF) destiné à soutenir les efforts du pays face au changement climatique. Les résultats du programme de réforme économique de la Tanzanie sont considérés comme solides. La reprise économique devrait se renforcer malgré un environnement économique mondial défavorable. Après avoir ralenti en 2022, la croissance économique a rebondi en 2023. L'inflation est restée en deçà du plafond de 5% de la banque centrale. Le déficit du compte courant s'est réduit, en raison de l'assainissement budgétaire, de l'assouplissement des prix des produits de base et des conditions financières plus favorables. Les priorités à court terme concernent la flexibilité du taux de change et la poursuite de la mise en œuvre de l'assainissement budgétaire, tout en préservant les dépenses sociales prioritaires.

L'Union européenne (UE) et le *Financial Sector Deepening Trust* (FSDT) signent une subvention de 4 MEUR pour stimuler les PME tanzaniennes

Dans le cadre d'une récente session d'information intitulée « *Grow with the European Union Finance* », visant à fournir des indications sur les instruments de financement mis à disposition par l'UE, un accord de subvention de 4 MEUR a été conclu entre l'UE et le *Financial Sector Deepening Trust* (FSDT). Cette subvention vise à promouvoir le financement des petites et moyennes entreprises (PME), gérées notamment par des femmes et des jeunes. Cette subvention s'ajoute à d'autres initiatives de l'UE afin de soutenir l'entrepreneuriat et les petites entreprises en Tanzanie, telles que le Fonds européen pour le développement durable Plus (EFSD+), le programme d'innovation *Funguo*, le programme *PesaTech Accelerator* ou encore le réseau *Serengeti Business Angels*. En outre, la BEI fournit des lignes de crédit aux banques locales qui prêtent ensuite aux PME.

Signature d'un accord de financement entre la société française Meridiam, *Rift Valley Energy Tanzania* (RVE) et *British International Investment* (BII)

Meridiam, investisseur français dans les secteurs de la mobilité durable, les services publics et l'énergie bas carbone, a signé un accord de financement avec *British International Investment* (BII) et *Rift Valley Energy Tanzania* (RVE), groupe actif dans la distribution et génération d'électricité en milieu rural en Tanzanie. Signé le samedi 22 juin, cet accord de financement porte sur une dette senior de 15 MUSD et vise à soutenir le développement de RVE, pour un financement qui pourra atteindre 25 MUSD. En juillet 2023, Meridiam a fait l'acquisition de RVE, qui gère et exploite un réseau de distribution alimentant plus de 8 000 foyers en milieu rural et doté d'une capacité installée de 7 MW. L'acquisition de RVE par Meridiam s'est faite dans la perspective d'appuyer le groupe dans son développement, en vue d'atteindre une capacité installée de 30 MW d'ici 3 ans. Financée par BII, la première phase d'expansion de RVE portera la capacité installée à 15 MW, via la construction de 2 centrales hydroélectriques de 4 MW et 2 MW, respectivement dans la région de Mbeya et de Njombe.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Almuiz MOHAMAD almuiz.mohamad@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : olive.nasibwondikabisa@dgtresor.gouv.fr